



LA VEILLE EMPLOI-FORMATION DU CARIF-OREF OCCITANIE

N°580

18/09/2024



veille@cariforefoccitanie.fr



<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE	1
APPELS A PROJETS	3
APPRENTISSAGE.....	4
EMPLOI	5
ENTREPRISES	6
FORMATION PROFESSIONNELLE.....	7
ILLETTRISME-APPRENTISSAGE DE LA LANGUE.....	8
INSERTION PROFESSIONNELLE	9
SECTEURS D'ACTIVITE - METIERS.....	9

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE

Semaine de la VAE en Occitanie du 7 au 11 octobre 2024

Carif-Oref Occitanie, Septembre 2024

Événement unique pour s'informer sur le dispositif de la VAE, rencontrer et échanger avec des professionnels du conseil et de l'accompagnement VAE. Trente-huit événements organisés par les acteurs de la VAE auront lieu partout en Occitanie : ateliers, portes ouvertes, informations collectives, webinaires. Cliquez sur la carte pour connaître les événements.

<https://www.cariforefoccitanie.fr/actualite/semaine-de-la-vae-en-occitanie-du-7-au-11-octobre-2024/>

L'illettrisme en Occitanie : Les outils pour le public et les professionnels

Carif-Oref Occitanie, Septembre 2024

En Occitanie, la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme est activement portée par la Région qui finance différents outils destinés au public et aux professionnels. Les Journées nationales d'action contre l'illettrisme qui se sont tenues du 8 au 15 septembre sont l'occasion de faire un tour d'horizon des différents outils disponibles en Occitanie pour prévenir et lutter contre l'illettrisme.

Lectio, dispositif régional de formation pour lutter contre l'illettrisme :

<https://www.profiloccitanie.fr/dispositifs/lectio-2/>

Les CRIA, un dispositif régional d'accompagnement porté par les six Centres Ressources Illettrisme et Analphabétisme (CRIA) territoriaux et le Carif-Oref Occitanie: <https://www.profiloccitanie.fr/cria/>

Profil Occitanie, site d'information porté par le Carif-Oref Occitanie qui propose une carte régionale de l'offre de formation pour accéder aux savoirs de base, des ressources pratiques, des actualités et un agenda régional des actions de professionnalisation proposées par les CRIA dans les territoires.

<https://www.profiloccitanie.fr/>

L'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI) est également présente en Occitanie au sein d'une coordination régionale portée avec la DREETS.

Enfin, une première grande enquête « Illettrisme, illectronisme et pauvreté en Occitanie » :

<https://www.cariforefoccitanie.fr/actualite/illettrisme-en-occitanie/>

TEAM RH Occitanie

L'objectif de TEAM RH Occitanie : faciliter l'accès des entreprises à l'offre d'appui RH déployée sur l'ensemble du territoire régional. TEAM RH Occitanie est le fruit d'un travail partenarial piloté par l'État, la Région Occitanie et France Travail.

La démarche Team RH Occitanie part du constat d'une offre publique d'appui RH foisonnante, mais mal connue et peu lisible pour les entreprises. Sous l'impulsion de l'État, du Conseil régional et de France Travail, TEAM RH Occitanie fédère plus de 20 acteurs publics et privés d'Occitanie qui proposent aux entreprises des aides et des services d'appui et d'accompagnement RH :

La Team RH, c'est quoi ?

- Plus de 20 partenaires : CCI, CMA, organisations professionnelles, opérateurs de compétences, missions locales, Cap Emploi, Agefiph, APEC, Transitions Pro, ARACT...
- Une offre d'accompagnement cofinancée par les pouvoirs publics
- Le portail internet teamrh-occitanie.fr pour une mise en contact rapide avec un conseiller spécialisé
- Des équipes de proximité sur chaque territoire.

<https://www.teamrh-occitanie.fr/>

En Occitanie, le secteur du numérique est en plein boom... mais il manque 2 000 candidats

Entreprises Occitanie, Septembre 2024

En Occitanie, le numérique a entraîné la création de 8 000 emplois en 2023 (ce qui en fait la troisième région française la plus dynamique derrière les régions Auvergne/Rhône-Alpes et Ile-de-France) et le secteur, toutes

filières confondues, représente 110 000 emplois (dont 30 000 dépendent de l'aéronautique) et un chiffre d'affaires cumulé de près de 15 milliards d'euros. 52 % de ces 110 000 emplois sont situés en Haute-Garonne.
<https://www.entreprises-occitanie.com/actualites/en-occitanie-le-secteur-du-numerique-est-en-plein-boom-mais-il-manque-2000-candidats>

La rentrée scolaire 2024 dans l'enseignement agricole en Occitanie

DRAAF Occitanie, Septembre 2024, 8 p.

Avec un très bon taux d'insertion professionnelle, un ancrage local et une ouverture à l'international, l'enseignement agricole offre une large palette de formations qui préparent aux métiers du vivant, dans les secteurs de : la production agricole, forestière, aquacole - l'agroéquipement - la commercialisation et la vente - les industries agroalimentaires - l'aménagement paysager, la gestion de l'eau, la gestion et la protection des espaces naturels - les services à la personne - l'élevage et les sports équestres - Consulter le chiffres clés.

<https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/la-rentree-scolaire-2024-dans-l-enseignement-agricole-en-occitanie-a9283.html>

La Région et le CNES renforcent leur partenariat pour soutenir l'essor de la filière spatiale en Occitanie

Région Occitanie, Septembre 2024

Cette convention de partenariat Région/CNES pour 2024-2027 poursuit la coopération engagée depuis 2019 afin que l'Occitanie conforte son positionnement de leader européen du spatial.

Cette convention sera articulée autour de quatre axes prioritaires :

- Accompagner les entreprises régionales vers l'excellence industrielle et faciliter leur accès à de nouveaux marchés
- Soutenir l'innovation et renforcer les capacités technologiques de la filière spatiale et intégrer les exigences du spatial durable et responsable
- Développer les compétences pour relever les défis de la filière et préparer l'avenir
- Déployer une communication adaptée au leadership de la région : rayonnement, attractivité, internationalisation de la filière spatiale régional.

Adoptée en juin dernier avec ses partenaires, l'Etat, le CNES et le pôle Aerospace Valley, cette feuille de route est dotée d'une enveloppe de 30M€ sur 2023-2027. Elle vise à rendre la filière spatiale et ses acteurs plus visibles dans l'économie régionale indépendamment de la filière aéronautique.

Parmi les actions phares :

- Financement des parcours de transformation industrielle des entreprises de la filière spatiale, en prenant en compte les enjeux de cybersécurité
- Soutien de l'effort d'innovation des entreprises en lien avec les organismes de recherche dans le cadre de projets individuels et collaboratifs
- Développement de l'offre de formations pour répondre aux nouveaux métiers du spatial.

<https://www.laregion.fr/La-Region-et-le-CNES-renforcent-leur-partenariat-pour-soutenir-l-essor-de-la-filiere>

Transition écologique et emploi cadre - Occitanie

APEC, Septembre 2024, 5 p.

En Occitanie, 2 835 cadres du secteur privé avaient un emploi « vert » en 2021, et 67 839 autres cadres occupaient un emploi amené à se transformer du fait de la transition écologique, selon l'Insee. Ceux-ci représentaient alors 32 % des cadres du secteur privé présents dans la région et 8 % des cadres exerçant en France un « métier vert » ou un métier impacté par les enjeux de transition écologique.

<https://corporate.apec.fr/home/nos-etudes/toutes-nos-etudes/transition-ecologique-et-emploi-cadre-occitanie.html>

L'accompagnement des personnes en situation de handicap à l'entrée et à la poursuite d'une formation

PRITH Occitanie, Septembre 2024

Les partenaires du PRITH Occitanie (Plan Régional d'Insertion des Travailleurs handicapés Occitanie) publient ce guide interactif afin d'identifier et connaître les acteurs, les dispositifs et offres de services disponibles en complément du droit commun pour la sécurisation du parcours en formation des personnes en situation de handicap.

Ce guide permet de naviguer selon les besoins, à chaque moment du parcours de formation du stagiaire en situation de handicap (vers, en amont/ pendant / à l'issue du parcours de formation).

Une présentation du guide sera proposée en visioconférence dans le cadre du programme de professionnalisation du Carif-Oref Occitanie le 15 octobre 2024 de 10h00 à 12h00. Information et inscription.

<https://www.cariforefoccitanie.fr/actualite/laccompagnement-des-personnes-en-situation-de-handicap-a-lentree-et-a-la-poursuite-dune-formation/>

APPELS A PROJETS

Formations professionnelles de la Bibliothèque Départementale de l'Ariège - Conseil départemental de l'Ariège

Date de clôture le 2 octobre 2024

<https://www.marchesonline.com/appels-offres/avis/formations-professionnelles-de-la-bibliotheque-depart/ao-9279102-1>

Prestations de formation pour les besoins des agents du Conseil départemental de Haute Garonne

Date de clôture le 10 octobre 2024

<https://www.francemarches.com/appel-offre/1ddmldmpub2024260003-2024-prestations-formation-pour?q=formation>

Service de formation professionnelle au bénéfice des agents de la Communauté de communes Grand Sud Tarn-et-Garonne

Date de clôture le 11 octobre 2024

<https://www.francemarches.com/appel-offre/3boamp24102817-2024-service-formation-professionnelle>

Appel à projets pour le soutien à l'investissement des CFA préparant aux métiers de la branche Hôtels, Cafés, Restaurants - AKTO

Pour répondre à ses enjeux de recrutement et de formation, la branche Hôtels-Cafés-Restaurants a décidé d'apporter son soutien aux CFA dispensant les formations prioritaires de la branche. La branche mobilise une partie des fonds Alternance pour prendre en charge les dépenses d'investissement liées aux équipements pédagogiques des CFA.

Le dossier complet de demande de subvention est à déposer auprès d'AKTO au plus tard le 15 octobre 2024

<https://www.aktto.fr/sollicitez-une-subvention-pour-vos-investissements-lies-a-vos-equipements-pedagogiques/>

APPRENTISSAGE

L'apprentissage dans l'enseignement supérieur en décembre 2023

Note flash du SIES, n°22, Septembre 2024, 4 p.

Au 31 décembre 2023, les centres de formation d'apprentis accueillent 635 900 étudiants préparant un diplôme de l'enseignement supérieur. Cela représente une hausse de 10 % en un an et de 33 % en deux ans. Près d'un tiers de ces apprentis sont inscrits en STS, 16 % en écoles de commerce et 31 % dans diverses autres formations principalement privées. 46 % des étudiants en STS effectuent leur année en apprentissage, tout comme 61 % des étudiants en licence professionnelle, 25 % des étudiants en IUT et 32 % des étudiants en écoles de commerce. Dans les formations d'ingénieur et les écoles de commerce, les apprentis sont en moyenne d'origine sociale moins favorisée que les étudiants « scolaires », mais pas dans les formations universitaires. Près de la moitié des apprentis sont des femmes.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/l-apprentissage-dans-l-enseignement-superieur-en-2023-97389>

Baromètre ISM-MAAF de l'apprentissage en artisanat - 2024. La filière maintient son attractivité grâce à une diversification des parcours et des profils d'apprentis

MAAF, Institut Supérieur des Métiers, Septembre 2024, 4 p.

En hausse de 5 %, le nombre d'apprentis accueillis et formés en entreprise artisanale de moins de 20 salariés poursuit sa progression. L'apprentissage à un métier de l'artisanat est une voie de plus en plus prisée par les jeunes en reconversion ou réorientation, grâce à l'attractivité de certains de ses métiers (coiffure, pâtisserie, fleuristerie, métiers du bois...). En formant 22 % du total des apprentis, l'artisanat occupe une place centrale pour accompagner et former les jeunes et les mener de plus en plus sûrement vers l'emploi avec un taux record d'emploi à 6 mois de 67 %.

La hausse du nombre d'apprentis est principalement due à l'artisanat des services (+ 9 %) et de la fabrication (+ 8%). Les effectifs sont en baisse pour le secteur de l'alimentation (- 3 %), qui reste pourtant parmi les secteurs les plus impliqués dans l'apprentissage. En hausse de 8 % l'année dernière, le secteur de l'alimentation accuse cette année une baisse de 3 % de ses effectifs. En cause, une baisse des apprentis en boulangerie (- 3 %) et en boucherie charcuterie (- 10 %). Très investi dans l'apprentissage, ce secteur a peut-être atteint un plafond.

Si une majorité d'apprentis prépare un diplôme de niveau 3 de type CAP (61 %), la réforme a ainsi permis une forte progression de l'apprentissage dans les niveaux post-bac.

L'insertion des apprentis dans l'emploi six mois après leur sortie de diplôme est globalement en hausse depuis 2018. Le taux moyen d'emploi est ainsi passé de 64 % à 70 % pour les principaux diplômes.

<https://infometiers.org/les-chiffres-cles-de-l-apprentissage-artisanat/>

Synthèse : contrats d'apprentissage

DARES, Août 2024

À fin juin 2024, 92 900 contrats d'apprentissage ont commencé depuis le début de l'année, soit une augmentation de 10,9 % sur un an (+11,1 % pour les contrats du privé et +1,2 % pour ceux du public).

Parmi ces contrats, 47 500 concernent une formation de l'enseignement secondaire et 45 400 concernent une formation de l'enseignement supérieur.

Le nombre de nouveaux contrats a augmenté de 1,7 % entre 2022 et 2023, et de 13,9 % entre 2021 et 2022.

Fin juin 2024, 957 200 personnes sont en contrat d'apprentissage, soit un effectif en hausse de 4 % par rapport à fin juin 2023 (+1,2 % pour les formations de l'enseignement secondaire et +5,6 % pour les formations de l'enseignement supérieur).

Fin 2023, on comptait 1 014 000 apprentis, après 971 500 fin 2022 et 856 000 fin 2021.

<https://poem.travail-emploi.gouv.fr/synthese/contrats-d-apprentissage>

Instruction interministérielle 2024/127 du 19 août 2024 relative à la mobilisation des cellules régionales interministérielles pour accompagner, à chaque rentrée, les jeunes souhaitant s'orienter vers l'apprentissage

Bulletin officiel Ministère du Travail, Août 2024, p 157-163.

Les cellules régionales interministérielles, sous l'autorité de plusieurs ministères (dont celui du Travail, de l'Agriculture, de l'Education nationale, de la Transformation de la fonction publique) ont été instituées par une instruction de 2021. Celle-ci leur avait confié la mission de mettre en œuvre un plan d'action qu'elle détaillait et visant à favoriser la mise en relation des jeunes, en particulier les sortants du dispositif « 1 jeune 1 solution », avec les employeurs privés et publics, et à créer les conditions d'une poursuite de parcours pour ces jeunes.

Cette instruction rappelle que la première étape est la formulation de vœux sur la plateforme Parcoursup. Elle prévoit que les cellules régionales accompagneront les jeunes qui souhaitent s'orienter vers l'apprentissage pour la rentrée et qui n'ont pas obtenu de place dans les formations demandées, en s'appuyant notamment sur les données personnelles actualisées détenues par les rectorats et qui peuvent être partagées avec les acteurs de l'orientation et de l'insertion.

Les cellules devront proposer au moins une solution d'orientation en apprentissage à chaque jeune accompagné dans ce cadre. Elles veillent à informer les candidats en situation de handicap des spécificités qui sont propres à leur statut.

<https://travail-emploi.gouv.fr/publications/picts/bo/2024/2024.8.travail.pdf>

EMPLOI

Revue de dépenses : dispositifs de soutien à l'emploi et à l'accompagnement des demandeurs d'emploi

Inspection générale des finances, IGAS, Septembre 2024, 412 p.

La mission a examiné une quinzaine de dispositifs d'accompagnement et de soutien à l'emploi, dont les dépenses de fonctionnement et d'intervention du service public de l'emploi, représentant un périmètre budgétaire de 12,7 Md€, dont 7,8 Md€ de crédits budgétaires.

Documentant trois scénarios d'économies de montants compris entre 0,39 et 1,03 Md€, la mission préconise un scénario « central » susceptible de dégager 0,61 Md€ d'économies dès 2025 (1,8 Md€ sur la période 2025-2027). Il repose principalement sur :

- Une réduction de l'ambition initialement portée en LPFP concernant les dispositifs en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi, afin de la rendre plus réaliste
- Un resserrement du ciblage des dispositifs en faveur des jeunes
- Une limitation des créations d'emplois francs au niveau de 2024 et une modification du dispositif dans le sens d'une aide ponctuelle
- Et une diminution de l'enveloppe des prestations externalisées de France Travail.

<https://igas.gouv.fr/revue-des-depenses-de-formation-professionnelle-et-dapprentissage>

Les seniors sur le marché du travail en 2023 : Le taux d'emploi des seniors poursuit sa hausse, mais reste en deçà de la moyenne européenne

MAKHZOOM Sonia, Dares résultats, n°55, Septembre 2024, 4 p.

En 2023, 58,4 % des personnes âgées de 55 à 64 ans ont un emploi, contre 82,6 % de celles âgées de 25 à 49 ans. Ces taux continuent d'augmenter pour atteindre leurs plus hauts niveaux depuis 1975.

En 2023, le taux d'emploi des seniors en France demeure inférieur à la moyenne relevée dans l'Union européenne, qui est de 63,9 %. À 5,4 %, le taux de chômage des seniors demeure plus bas que celui de l'ensemble des actifs.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-seniors-sur-le-marche-du-travail-en-2023>

Les emplois vacants au 2^e trimestre 2024

DARES, Septembre 2024

Sur un an, le taux d'emplois vacants recule dans tous les grands secteurs. Cette baisse est plus marquée dans la construction (-1 point) que dans le tertiaire marchand (-0,6 point) et dans l'industrie (-0,4 point). Elle est plus modérée dans le tertiaire non-marchand (-0,1 point).

Au total, 551 700 emplois sont vacants au 2^e trimestre 2024 : 46 % des emplois déclarés vacants correspondent à des emplois inoccupés, 29 % à des emplois nouvellement créés et 24 % à des emplois encore occupés et sur le point de se libérer. Pour 1% des emplois vacants, le type n'est pas renseigné.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-emplois-vacants>

La durée de chômage - 1^{er} trimestre 2024

France Travail, Statistiques et indicateurs, Septembre 2024, 4 p.

Au 1^{er} trimestre 2024, la durée d'inscription à France Travail, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 323 jours.

<https://www.francetravail.org/statistiques-analyses/demandeurs-demploi/trajec-toires-et-retour-a-emploi/duree-de-chomage-1er-trimestre-2024.html?type=article>

Bénéficiaires du RSA et inscription à France Travail : profil et situation

Dares Focus, n° 54, Septembre 2024, 2 p.

La loi pour le plein emploi prévoit une inscription automatique à France Travail des bénéficiaires du RSA à partir de janvier 2025. En juin 2022, parmi les 2 millions de bénéficiaires du RSA (c'est-à-dire d'adultes membres d'un foyer percevant un montant non nul d'allocation à ce titre), 42 % sont inscrits à France Travail, dont un tiers dans une modalité d'accompagnement intensif.

Comparativement aux bénéficiaires du RSA qui sont inscrits à France Travail, les non-inscrits sont plus souvent des femmes et des personnes en couple avec enfants. Qu'ils soient ou non inscrits à France Travail, environ 10 % des bénéficiaires du RSA sont en emploi salarié en juin 2022.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/beneficiaires-du-rsa-et-inscription-france-travail-profil-et-situation>

Regards croisés sur l'intérim - 2024

Observatoire de l'intérim et du recrutement, Juillet 2024, 44 p.

Résultats de l'enquête annuelle menée sur l'image de l'intérim.

<http://observatoire-interim-recrutement.fr/files/2024-09/regards-croises-2024-image-et-parcours.pdf>

ENTREPRISES

Baromètre France Num 2024

CREDOC, France Num, Septembre 2024, 71 p.

Ce baromètre relatif à la transformation numérique des TPE PME françaises, mesure chaque année l'évolution de leur perception et de leurs usages du numérique. Publiée par la Direction générale des Entreprises, cette 4^e édition analyse la transformation numérique des TPE PME dans tous les secteurs d'activités et toutes les fonctions de l'entreprise. Au sommaire :

- Les TPE PME sont convaincues par le numérique et s'appuient à la fois sur des compétences internes et externes
- Elles s'appuient plus sur les réseaux sociaux et les annuaires pour être visibles en ligne
- Plus d'un tiers des TPE PME proposent d'acheter ou de payer en ligne
- L'équipement en solutions de gestion stagne, mais les outils de collaboration se déploient
- Les usages de l'IA augmentent et sont tirés par l'IA générative
- Les dépenses numériques des TPE PME augmentent légèrement

<https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/strategie-numerique/comprendre-le-numerique/barometre-france-num-2024-perception>

Profils de compétences. Référents numériques pour les TPE

Agence Erasmus +, Septembre 2024, 7 p.

Le groupe de travail « Inclusion numérique » de l'Agenda Européen pour la Formation des Adultes (AEFA), a travaillé de 2021 à 2023 sur la thématique de l'inclusion numérique auprès des TPE.

Celui-ci a souhaité approfondir la réflexion autour du profil de compétences du « référent numérique pour les TPE ». Dans la volonté de proposer un outil concret et opérationnel, les membres du groupe de travail se sont réunis lors de deux journées de travail à Toulouse (novembre 2022) pour définir une fiche de poste d'un « accompagnateur en inclusion numérique des entreprises ».

Les retours d'expérience des professionnels de terrain ont fait ressortir plusieurs éléments essentiels pour accompagner les entreprises, notamment l'adaptabilité au secteur de l'entrepreneuriat, l'accompagnement à la productivité des entreprises, et un point d'attention spécifique a été mentionné : la difficulté de mobiliser le public cible. Le groupe de travail préconise l'activation de deux profils complémentaires :

- Le coordinateur numérique référent entreprise (TPE/PME), qui, en allant à la rencontre des entreprises, établit une première identification des besoins des entreprises du territoire et qui les oriente vers le conseiller numérique
- Le conseiller numérique référent entreprise (TPE/PME) qui accompagne les entreprises dans leurs usages numériques (qui a un profil similaire à celui du conseiller numérique, à la différence qu'il doit maîtriser les rouages du fonctionnement d'une entreprise et comprendre les enjeux des entreprises comme "public spécifique").

<https://agence.erasmusplus.fr/publications/profils-de-competences/>

Podcast entrepreneur : les 20 meilleurs à écouter en 2024 - nouvelleviepro.fr

Ces podcasts présentent des témoignages et des conseils.

<https://www.nouvelleviepro.fr/meilleur-podcast-entrepreneur>

FORMATION PROFESSIONNELLE

5^e édition des Semaines de l'évolution professionnelle du 07 au 18 octobre 2024

Au programme : 70 webinaires sur le thème de la formation, de l'évolution professionnelle, de l'orientation, ou encore des mutations du monde du travail à destination des salariés, des indépendants ou des entreprises (RH, dirigeants, élus CSE, etc.). Entièrement gratuites, les visioconférences sont accessibles à toutes et à tous, quel que soit le niveau de formation, la fonction ou le domaine d'activité.

Cette cinquième édition propose de nouvelles thématiques à destination des salariés et des indépendants :

- Découverte de métiers et secteurs : les métiers du médicament, émergents, du commerce, de l'industrie, verdissants ou encore du numérique
- Faire de l'IA l'allié de votre évolution professionnelle
- La qualité de vie au travail

Mais également pour les entreprises :

- Avec le CEP, tous acteurs de la transition écologique dans l'entreprise
- Préparer les entretiens professionnels grâce au conseil en évolution professionnelle, Les Semaines de l'évolution professionnelle sont coorganisé par l'Apec et Avenir Actifs, opérateurs du Conseil en évolution professionnelle (CEP), avec le soutien de France compétences et du Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités.

<https://admin.eventdrive.com/public/events/65111/website/home/193727/0/>

Le neurolearning pour améliorer l'expérience apprenante – Podcast Learn & enjoy

Cet épisode explique comment le neurolearning peut permettre d'optimiser l'apprentissage et comment il peut améliorer l'expérience d'apprentissage.

Au programme de cet échange : Qu'est-ce que le neurolearning ? Les quatre étapes clés dans le processus d'apprentissage - Comment le neurolearning permet d'optimiser ces quatre étapes d'apprentissage ? Le renforcement et la consolidation des apprentissages dans la mémoire à long terme des apprenants - Quelques exemples pour illustrer.

<https://podcast.ausha.co/learn-enjoy/le-neurolearning-pour-ameliorer-l-experience-apprenante-avec-anne-eva-lebourdais>

"Education & intelligence artificielle responsable : enjeux, expérimentations et politiques européennes" - Replay webconférence - Epale

Face à l'importance croissante de l'intelligence artificielle (IA) dans tous les secteurs de la société, l'éducation tout au long de la vie est essentielle pour comprendre les enjeux, défis et opportunités.

En France, la Commission de l'intelligence artificielle du Gouvernement a présenté en mars 2024 un rapport « IA : notre ambition pour la France », avec six grandes lignes d'action, dont une dédiée à la formation et à la sensibilisation des citoyens. La Commission recommande notamment d'investir dans la formation continue et de structurer une offre de formation hybride pour préparer les métiers de demain.

EPALE France, la plateforme Erasmus+ pour la formation en Europe, intègre ces recommandations en priorisant l'éducation à l'IA dans ses thématiques de travail. La Commission européenne a présenté les dernières actualités du plan d'éducation au numérique en lien avec l'IA, et la direction de l'Agence Erasmus+ a évoqué les opportunités offertes par Erasmus+ pour se former ou coopérer sur ce sujet en Europe. Au programme de cette webconférence :

- 1/ L'IA responsable : enjeux et formations pour les citoyens
- 2/ La formation à l'IA de la primaire au lycée : expérimentations européennes
- 3/ Quelles politiques publiques européennes pour l'éducation à l'IA

<https://epale.ec.europa.eu/fr/content/replay-de-la-webconference-education-intelligence-artificielle-responsable-enjeux>

ILLETTRISME-APPRENTISSAGE DE LA LANGUE

Mobilisés pour l'accès de toutes et tous à l'éducation financière – signature de la convention nationale entre La Banque de France et l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme

ANLCI, Septembre 2024

L'illettrisme et l'illectronisme ont des conséquences très concrètes dans la vie quotidienne d'un million quatre cent mille personnes : elles ne parviennent pas à comprendre une consigne de travail en la lisant, à écrire une liste de courses, à calculer la monnaie lors d'un achat, etc.

En sa qualité d'opérateur de la stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière (EDUCFI), la Banque de France oriente son action à la fois en direction des personnes de tous les âges rencontrant des difficultés avec les compétences de base, dans l'objectif de les aider concrètement à reprendre confiance dans leur capacité à gérer les questions financières du quotidien et en direction des intervenants sociaux, afin de les accompagner dans leur action auprès des salariés des entreprises, des demandeurs d'emploi, des jeunes engagés dans des dispositifs d'accès à l'emploi.

<https://www.anlci.gouv.fr/mobilises-pour-lacces-de-toutes-et-tous-a-leducation-financiere-signature-de-la-convention-nationale-entre-la-banque-de-france-et-lagence-nationale-de-lutte-contre-l/>

INSERTION PROFESSIONNELLE

Les diplômés de master universitaire ont-ils tous les mêmes débuts de vie active ?

ROBERT Alexie, AKKOUH Maryam, Bref CEREQ, n°456, Septembre 2024, 4 p.

Corollaire de la hausse générale du niveau de diplôme, la part de jeunes entrant sur le marché du travail avec un master ne cesse d'augmenter. Si ce diplôme est un des plus hauts niveaux de sortie d'études, ses détenteurs n'ont pourtant pas tous la même insertion professionnelle. Comment expliquer ces différences de trajectoires entre des jeunes de même niveau de diplôme ? L'enquête Génération du Céreq apporte des éléments de réponse.

<https://www.cereq.fr/diplomes-master-universitaire-insertion>

Le Service national universel (SNU)

Cour des Comptes, Septembre 2024, 67 p.

Dispositif ouvert aux jeunes dès 15 ans, le Service national universel (SNU) a été expérimenté dans 13 départements en 2019, avant d'être déployé sur l'ensemble du territoire. Son extension progressive, initialement censée aboutir à une généralisation à l'ensemble d'une classe d'âge en 2024, a été fortement perturbée par la crise sanitaire. Depuis, chaque année, le nombre de participants aux séjours de cohésion a été très inférieur à l'objectif fixé dans la loi de finances initiale. Ces difficultés révèlent l'absence d'horizon clair pour le dispositif ainsi qu'une insuffisante planification des moyens nécessaires à sa montée en charge. Ce rapport s'est attaché à retracer les conditions de mise en œuvre du dispositif depuis 2019. Au terme de ses investigations, la Cour relève que les conditions de mise en œuvre du dispositif sont insatisfaisantes et que son développement ne s'est pas accompagné d'une clarification de ses objectifs, qui restent incertains.

<https://www.comptes.fr/fr/publications/le-service-national-universel-snu>

Favoriser l'intégration professionnelle des personnes réfugiées

France Stratégie, Septembre 2024, 129 p.

Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et de métiers en tension en France, la Plateforme RSE dresse un état des lieux de la situation de l'emploi des personnes réfugiées. Ce diagnostic s'inscrit dans un contexte d'évolution du cadre réglementaire national et européen en matière d'accueil et d'intégration des personnes réfugiées. Ces publics sont concentrés en Île-de-France, région marquée par une tension importante sur les infrastructures d'accueil. En outre, il est plus complexe en France que dans d'autres pays d'accéder à un emploi stable pour cette population qui occupe majoritairement des emplois précaires. Enfin, le niveau de langue et le genre influent fortement sur la situation d'inactivité.

Les recommandations publiées dans ce nouvel avis portent sur quatre axes d'orientation.

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/rse-favoriser-lintegration-professionnelle-refugiees>

SECTEURS D'ACTIVITE – METIERS

Les emplois de premiers niveaux de qualification dans l'industrie alimentaire : quelles possibilités d'évolution ouvertes aux salariés par les branches ?

DURIEUX Christine, GUITTON Christophe, Working paper, n°29, Céreq, Septembre 2024, 56 p.

L'industrie agroalimentaire a été choisie avec d'autres branches dans le cadre du projet SQUAPIN du fait du poids de l'emploi peu qualifié (plus de 45 % des effectifs), de l'importance des catégories ouvrières (58,6 %) et employées (11,9 %), de la forte présence du travail saisonnier et précaire dans certaines branches, notamment pour les salariés les moins qualifiés, mais aussi du fait de sa place particulière dans l'industrie manufacturière.

Cette étude souligne la part élevée, dans le cas français, d'une main-d'œuvre faiblement qualifiée et une part importante de travail à bas salaires un peu au-dessus de la moyenne nationale (11,6 % en 2003 dans l'IAA contre 10,4 % dans l'ensemble de l'économie). Mais la situation n'est pas uniforme puisque dans deux

branches spécifiquement étudiées (industries charcutières et chocolaterie-confiserie) ce taux de travail à bas salaires est inférieur à la moyenne nationale et plus proche de celui de l'industrie dans son ensemble, alors que les ouvriers non qualifiés y représentent respectivement 60 % et 46 % de l'ensemble des ouvriers au début des années 2000.

<https://www.cereq.fr/les-emplois-de-premiers-niveaux-de-qualification-dans-lindustrie-alimentaire-quelles-possibilites>

Aides médico-psychologiques : un revenu salarial annuel moyen de 14 510 euros en 2021

MOREL-JEAN Constance, Etudes et résultats Drees, n°1309, Septembre 2024, 7 p.

En 2021, en France métropolitaine et dans les DOM (hors Mayotte), 87 000 aides médico-psychologiques sont en exercice, dont 87 % de femmes. En tant que professionnelle du secteur médico-social, l'aide médico-psychologique (AMP) a pour mission d'apporter un soutien aux enfants et aux adultes en situation de fragilité, de handicap ou de dépendance, en les accompagnant dans les actes de leur vie quotidienne.

La moitié des postes d'aides médico-psychologiques sont rémunérés moins de 1 720 euros mensuel en équivalent temps plein, les titulaires du secteur public mieux lotis

En 2021, le salaire en équivalent temps plein (EQTP) d'un poste d'AMP salarié est en moyenne de 1 740 euros nets par mois. La moitié des postes sont rémunérés moins de 1 720 euros par mois. Un poste sur dix est rémunéré moins de 1 390 euros, tandis qu'un sur dix est rémunéré plus de 2 130 euros. Les salaires des AMP sont en moyenne inférieurs de 5 % à ceux de l'ensemble des professionnels du social, et de 7 % à ceux de l'ensemble des employés.

Les postes d'AMP salariés du secteur public sont davantage rémunérés que ceux du secteur associatif et du secteur privé.

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/240910_ER_Aides_medico_psychologiques

Les revenus d'activité des non-salariés en 2022. Les revenus d'activité des non-salariés se replient en euros constants après la forte hausse de 2021

TREPPOZ Mélinée, AMAR Elise, Insee Première, n°2012, Septembre 2024, 4 p.

Fin 2022, 4 millions de personnes exercent une activité non salariée en France. Hors agriculture, le nombre de non-salariés « classiques », qui baissait entre 2014 et 2020, progresse légèrement pour la deuxième année consécutive : +0,4 % en 2022, après +0,5 % en 2021. Le nombre de micro-entrepreneurs continue quant à lui d'augmenter de façon plus marquée (+7,9 % en 2022).

En 2022, dans un contexte de forte inflation, le revenu des non-salariés se replie nettement : -6,9 % en euros constants. Ce freinage est accentué par l'arrêt des mesures d'allègements de cotisations qui soutenaient les revenus de 2020 et 2021. Le revenu moyen des non-salariés classiques se replie fortement (-5,2 % en euros constants, après +9,6 % en 2021), il se retrouve 2 % en deçà de son niveau d'avant-crise, tandis que celui de micro-entrepreneurs progresse encore un peu (+1,4 %, après +12,8 % en 2021) et dépasse de 6,1 % son niveau d'avant-crise.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8246378>

Panorama statistique emploi et formation professionnelle - services d'eau et d'assainissement

AKTO, Septembre 2024, 65 p.

Après une période de pandémie, la dynamique de reprise est bien présente dans la branche avec 19 341 offres d'emploi publiées, soit une augmentation de +16 % en un an.

La branche regroupe 26 % de femmes avec une vraie dynamique générale envers la féminisation des métiers. Les partenaires sociaux des entreprises des services d'eau et d'assainissement attachent à la formation et au développement des compétences des salariés une importance forte et appellent à persévérer les efforts importants réalisés.

L'effort Alternance se poursuit avec une croissance de +6,5 % du nombre d'apprentis et l'effort formation suit la même dynamique avec une croissance du montant des engagements au titre du plan de développement des compétences des entreprises de moins de 50 salariés de + 7 %.

La RSE, Responsabilité Sociétale des Entreprises, est un sujet adressé principalement par les entreprises de plus de 249 salariés : 2 tiers d'entre elles envisagent de mettre en place ou ont déjà conclu un accord sur la RSE.

<https://observatoire.aktio.fr/etudes/>

Baromètre 2024 - Transition écologique et emploi cadre

APEC, Septembre 2024, 19 p.

L'objectif de ce baromètre annuel est d'analyser les opportunités d'emploi cadres pour des métiers verts. Dans cette 3^e édition, une attention particulière est aussi donnée à l'évolution des investissements dans le champ du développement durable, ainsi qu'à l'offre de formation permettant d'accompagner la transition écologique.

<https://corporate.apec.fr/home/nos-etudes/toutes-nos-etudes/barometre-transition-ecologique-et-emploi-cadre.html>

Offres et demandes d'emploi dans les métiers de l'économie verte en 2023

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Août 2024

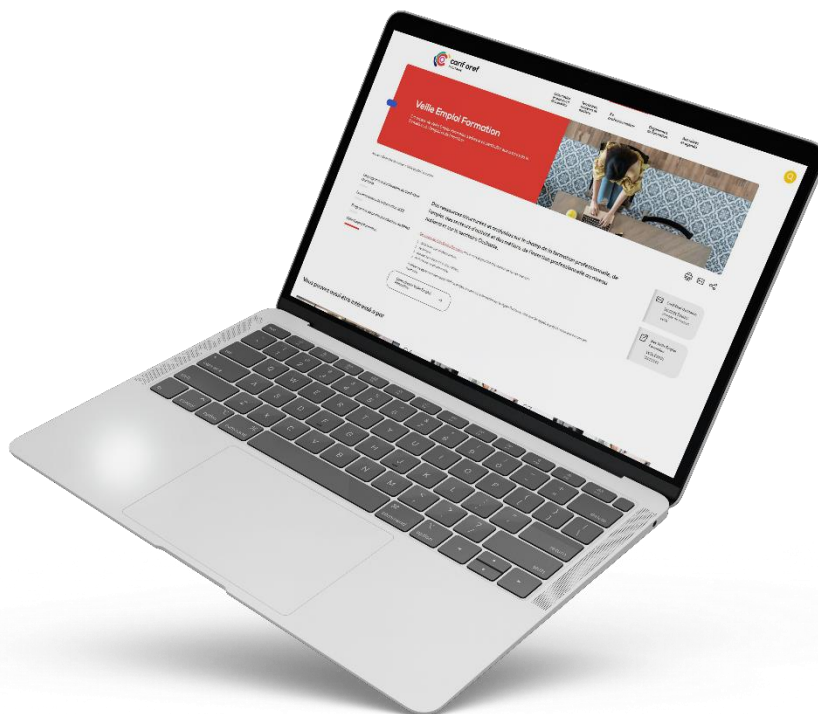
En 2023, 14 % des demandes d'emploi et 16 % des offres d'emploi déposées par les employeurs auprès de France Travail concernent des métiers verts (à finalité environnementale) ou verdissants (dont les compétences évoluent pour intégrer les enjeux environnementaux). Les métiers verdissants de la construction et la rénovation et ceux des transports sont les plus recherchés, à la fois par les employeurs et par les demandeurs d'emploi. S'agissant des métiers verts, ce sont les métiers liés au nettoyage des espaces urbains pour lesquels la demande est la plus importante. Les demandeurs d'emploi recherchant du travail dans les métiers verts sont moins qualifiés et depuis plus longtemps au chômage que dans les métiers verdissants. Environ une offre d'emploi sur deux est un CDI : 49 % pour les métiers verdissants et 47 % pour les métiers verts.

Des données associées à la publication relatives aux offres et demandes d'emploi dans les métiers de l'économie verte en 2023 sont téléchargeables sous forme de tableau.

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/offres-et-demandes-demploi-dans-les-metiers-de-leconomie-verte-en-2023>

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site du Carif-Oref Occitanie

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>



La veille emploi-formation du Carif-Oref Occitanie

Directeur de publication : Pierre MONVILLE

Rédaction : Sandrine ROUSSEL

Réalisation : Carif-Oref Occitanie



Projet cofinancé par le Fonds Social Européen